



Trouons-leur les poches



Il aura donc suffi d'un pot de colle et de quelques affiches pour que soient conduits en cellule, et pour trois nuits consécutives, 10 militants et militantes antifascistes parisiens. Cette scandaleuse affaire, largement traitée par ailleurs dans *Le Monde libertaire*, jette un éclairage cru sur l'état de nervosité qui semble dominer chez les forces de l'ordre, ainsi que dans les antichambres du pouvoir judiciaire. Chez ces représentants de l'Etat et de l'autorité brutale, cette fébrilité soudaine peut s'entendre comme l'expression la plus visible d'une hantise: celle de voir, sous peu, leur chef, leur protecteur et Saint-patron, contraint de quitter l'Elysée. Si une telle inquiétude devait se vérifier, il conviendrait alors, une fois n'est pas coutume, de rassurer juges et flics: avec le PS portant haut, tel un flambeau baveux, son «virage sécuritaire», ils ne risquent guère d'être contraints de réviser, demain, leurs méthodes. Brimades, bavures, injures, abus d'autorité, dérapages en tout genre, demeureront le lot quotidien de ces corps constitués, où le sentiment d'impunité le dispute à celui de toute puissance. Pour l'heure, cette frousse policière a pour principale conséquence de voir le seuil de tolérance en matière «d'ordre public» descendre bien en-dessous du zéro. Il n'est peut-être pas très loin, le jour où nous serons conduits entre quatre murs pour avoir seulement distribué *Le Monde libertaire* sur un de ces marchés du dimanche que nous affectons tant. Ce jour-là, tout comme aujourd'hui, nous ne nous lasserons pas de répéter qu'en ce qui nous concerne, cette police est déjà trop «de proximité».

NON CONTENT DE VENDRE aux traîne-misère des crédits de merde à taux iniques, Cofinoga s'apprête désormais à foutre des centaines de travailleurs au chômage. Détenue par BNP Paribas et le groupe Galeries Lafayette, la société de crédit a annoncé, en février dernier, la mise en place d'un plan social entérinant la suppression de 433 emplois, sans reclassements. Pourtant, de leur côté, les deux actionnaires sus-cités ont réalisé, en 2011, plus de 6 milliards d'euros de bénéfice.

L'annonce de cette suppression de postes massive avait déclenché un mouvement de grève de grande ampleur dans la boîte, suivi par plus de 95 % des salariés. Mais, depuis, et malgré des promesses d'attention et d'écoute, la direction n'est toujours pas revenue sur sa décision. Mardi 14 mars dernier, ils étaient plus de 1 500 à manifester dans les rues de Mérignac, en Gironde, pour demander l'annulation des licenciements. M. Azougalhi, délégué CFDT chez Cofinoga, exposait ainsi les revendications des travailleurs: «Nous demandons à nos actionnaires des reclassements acceptables, de bonnes conditions de départ et un projet de ré-

industrialisation du site de Mérignac.» Affaire à suivre, donc.

La veille, le 13 mars, un millier de salariés d'Alcatel-Lucent, venus des quatre coins de l'Hexagone, battaient le pavé de la capitale pour protester contre l'absence d'augmentation de salaire annoncée en février par la direction. La colère était d'autant plus légitime que l'entreprise a réalisé plus d'un milliard de bénéfice en 2011 et que les dirigeants de la boîte, eux, se sont augmentés de... 35 %!

À nouveau, les logiques de profit, inhérentes au capitalisme, mettent des centaines de travailleurs sur le carreau tandis que les actionnaires et les patrons amassent du fric à en faire péter leur coffre. Espérons que les ripostes syndicales seront de taille, proportionnelles à la perfidie de cette classe possédante qui n'en finit plus d'affamer le monde. Que la peur change de camp.

Guillaume

*Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste*

Sidérurgistes, postiers, la lutte des classes continue

ÇA Y EST, LE SOCIAL ne fait plus la une des médias. Oublié Arcelor-Mittal, oublié Pétroplus. Désormais, il n'est plus question que des élections, des sondages, des petites phrases et des coups d'éclat des candidats aux élections. Le social aura intéressé trois semaines, voire un mois, et il faut passer à autre chose. Le spectacle continue.

Pourtant, outre les destructions d'emplois, les luttes se poursuivent, comme à la Fonderie du Poitou.

Actuellement, les salariés de Pétroplus attendent toujours les financements promis pour les travaux de remise en route des installations (et ce, seulement pour six mois). En ce qui concerne les salariés d'Arcelor-Mittal, les promesses tenues par Sarkozy ne font pas leurs affaires, d'autant qu'en matière de promesses non tenues les sidérurgistes ont déjà donné. Le chef de l'État a assuré que le deuxième haut-fourneau du site repartirait au deuxième semestre 2012...

Mais personne n'y croit. Les 17 millions promis seront investis dans des travaux déjà prévus. Si on en voit la couleur ! Comme disait un salarié : « C'est du pipi de chat. » La direction d'Arcelor-Mittal a d'ailleurs tout de suite tempéré ces propos, conditionnant l'éventuel redémarrage des hauts-fourneaux à la reprise économique. « C'est ce qu'ils nous disent depuis six mois. Si Mittal veut fermer définitivement les hauts-fourneaux, comme à Liège et à Madrid, qu'il nous le dise au lieu de nous faire tourner en bourrique ! Tout ça, c'est de la gesticulation politique pour tenir jusqu'à l'élection présidentielle. »

Du coup, les sidérurgistes se sont invités à Paris le 15 mars dernier avec pour objectif de se rendre au QG de campagne de Nicolas Sarkozy et d'installer une banderole sur la Tour Eiffel. En réaction, Sarkozy a promis de recevoir les syndicats d'Arcelor-Mittal de Florange (pas demandeurs), mais seulement lundi 19 mars à l'Élysée. Si le président-candidat espérait désamorcer l'opération parisienne des syndicalistes florangeois, c'est raté. Les salariés se souviennent que les syndicalistes de Gandrange avaient, eux aussi, en 2008, été reçus à l'Élysée, pour des promesses non tenues. Ayant été accueillis par les flics et après s'être fait gazer, ce 15 mars, les sidérurgistes ont décidé de ne pas rencontrer Sarkozy.

Autre front de combat, celui des postiers

Depuis quelques années, l'obsession des directions de La Poste est de réorganiser les services. Comme le dit Sud-PTT : « Les consé-



quences sont désastreuses pour le service public avec la réduction des horaires d'ouverture ou les transformations en agences postales communales et relais poste commerçants. Pour La Poste, même l'accès des usagers à du personnel postier devient difficile. Il faut envoyer les usagers vers les automates, de la sorte, on fait pression sur les postiers pour qu'ils suppriment leur propre emploi. Pour nos dirigeants, les automates sont simplement des gisements de productivité. »

Cette restructuration, dégradant jour après jour les conditions de travail, instaure un mal-être au travail. Modifications d'horaires imposées, réorganisation tous les six mois, journées ou demi-journées de repos déplacées au gré des besoins, déplacements plus fréquents et plus longs, charge de travail identique mais traitée avec moins d'agents... la liste est longue pour transformer La Poste en diverses structures en voie de privatisation.

Il y a deux ans déjà, le syndicat des médecins de prévention de La Poste avait tiré le signal d'alarme à propos de ce mal-être qui touche toutes les catégories de personnel, du facteur au cadre. Le nombre d'arrêts maladie est en augmentation (22 jours par an et par agent) et surtout les suicides se sont multipliés ces derniers mois : au centre financier de Paris,

à Bar-le-Duc, Mâcon, Saint-Étienne-du-Rouvray, dans les Alpes de Haute-Provence, jusqu'à ces dernières semaines, à Rennes, où un jeune cadre de 28 ans s'est défenestré, laissant une lettre mettant en cause l'organisation du travail, et dans le Finistère où un cadre en arrêt pour dépression s'est pendu le week-end à l'intérieur de la plateforme de tri.

D'autres réagissent autrement, comme ce facteur qui s'est pointé armé dans les bureaux de sa direction.

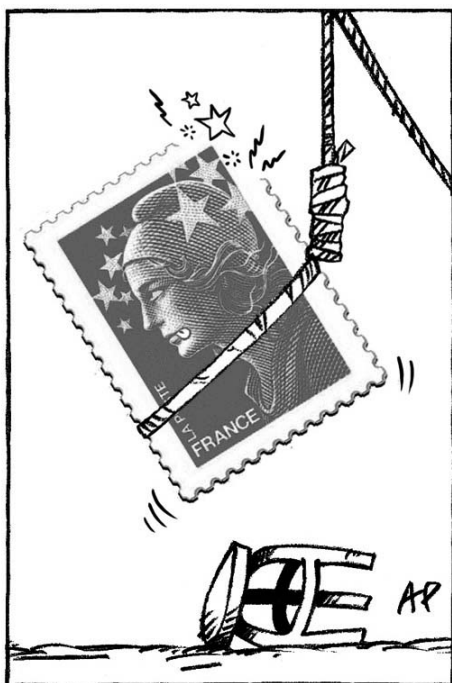
En tout état de cause, la situation est grave et ressemble à celle qu'a connue France Télécom.

C'est pour ces raisons qu'une première journée de grève était appelée ce même 15 mars...

D'autres initiatives sont en route pour que les salariés puissent se faire entendre pendant cette période électorale et sans illusions quant à l'issue du scrutin, comme cette action dans le secteur industriel ce 22 mars. Comme quoi rien n'est perdu. Reste à faire converger tous ces mouvements. À suivre, évidemment.

Jean-Pierre Levaray

Se tuer au travail



CE N'EST PAS UNE SIMPLE FORMULE IMAGÉE : on se tue aujourd'hui sur son lieu de travail. La Poste est sur les traces de France Télécom. En moins de deux semaines, deux suicides. Le 29 février un jeune cadre (28 ans) avait sauté du dernier étage du bâtiment de La Poste où il travaillait (à Rennes), après avoir pris soin de laisser un message où il décrivait son «*anxiété professionnelle*» et son incapacité à vivre dans un tel «*contexte opprimant*». Dimanche 11 mars, c'est un autre cadre qui était retrouvé pendu dans un centre de courrier (à Tregunc, dans le Finistère). En arrêt maladie depuis début décembre, il a choisi de revenir sur son lieu de travail pour se suicider par pendaison.

Les syndicats dénoncent les conditions de travail directement responsables de ces suicides, et craignent un engrenage semblable à celui existant à France Télécom. La Poste est passée progressivement d'un statut de service public à celui de secteur privé, avec marchandisation à outrance des services, afin de faire passer le taux de rentabilité des dividendes à verser aux actionnaires de 25 à 36 %, puis bientôt à 40 ou 45 %¹.

L'ouverture à la concurrence a changé la donne : il faut faire du chiffre et être désormais rentable. Pour cela, la direction met en place de nouvelles méthodes de management. Méthodes contestées par les employés, mais aussi par une partie de l'encadrement. Depuis 2002, il y a eu 90 000 suppressions de postes (plus de 10 000 rien qu'en 2011).

Suite aux deux suicides, l'Inspection du travail a conclu à «*une faute caractérisée des dirigeants de La Poste qui n'ont pas évalué les risques psychosociaux induits par les politiques de réorganisation*». Ce qui débouche de fait sur la mise en cause de

Jean-Paul Bailly, PDG de La Poste, pour homicide involontaire. Ce dernier déclare de son côté «*vouloir ouvrir un cycle d'écoute et de dialogue sur la santé et le bien-être au travail*», mais s'empresse de préciser «*qu'il sera attentif aux propositions dans la mesure où elles ne remettent pas en cause la stratégie de La Poste*».

Bref, pas de quoi rassurer le personnel. Toutes les enquêtes font état du même mal-être des agents de La Poste qui se sentent «*déconsidérés-invisibles-inexistants [...] occupant leurs fonctions dans un lieu de travail déshumanisé*». Avec plus de travail à fournir et moins d'effectifs, c'est donc une mise sous pression permanente des salariés, pour atteindre des objectifs de profits et non plus pour répondre à une mission de service public. C'est tout naturellement que les différents syndicats demandent l'arrêt immédiat des restructurations à La Poste qui est devenue depuis un an une «*Société anonyme à capitaux publics*».

En France, comme partout, la privatisation du service public est en marche ; en France, comme partout, on nationalise les déficits. En France comme partout, les anarchistes refusent cette double peine qui sanctionne salariés et usagers.

Ramón

*Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste*

1. *Nouvel Observateur* en ligne du 12 mars 2012.

Un compétent, ça va...

«**LE CENTRE DE BILANS** de compétences de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, guide les salariés dans leur orientation de carrière.» Fièbre devise affichée sur le site web du centre en question, qui se dresse comme un phare au milieu de la tempête professionnelle. Vous êtes un peu perdu ? Mal dans votre boulot ? Vous souhaitez prendre un nouveau départ, changer de voie, tenter une aventure ? Le Centre de bilans de compétences de la CCI de Paris est là pour vous !

Justement, une personne que nous connaissons bien est allée frapper à leur porte. Salariée dans une PME qui risque de mettre la clef sous la porte, et puisque le «*plein emploi*» tient plutôt de l'emploi en peine, elle s'est dit qu'il était temps de faire un bilan, histoire de prospecter, si possible, dans la bonne direction.

Précision : la personne en question est sympa, bosseuse, sait ce qu'elle veut, n'a pas la langue dans sa poche et fait en sorte qu'on ne la confonde pas avec un paillasson.

Du point de vue des coachers de la CCI, cela donne : «*Il faut rapidement vous convaincre, grâce à des arguments imparables, que l'on va dans le sens de vos projets personnels, si on veut obtenir de vous le degré d'attention que l'on espère.*» Quel malheur ! Et en plus, quand on va dans le sens opposé de ses projets personnels, on risque une baffé !

«*Maintenir des efforts démesurés sur de longues périodes ne vous convient pas ; il faut que vous ayez à chaque instant le sentiment d'avancer.*» C'est dommage, en effet. Qui, au fait, est capable de «*maintenir des efforts démesurés sur de longues périodes*» ? Les esclaves ? Ah oui...

«*Bien que vous ne cherchiez pas d'emblée à vous distinguer au sein d'un groupe, vous avez l'habitude de défendre vos intérêts et vos idées avec force.*» Ah là là ! Ma bonne dame ! Le caractère, les opinions... Quel bazar !

«*Consentir de gros efforts dans l'intérêt exclusif d'un groupe vous laisserait à penser que vous faites peut-être l'objet d'une exploitation désagréable, que vous ne sauriez accepter.*» On apprécie les précautions stylistiques du rédacteur. Reste que l'exploitation est, c'est vrai, une chose désagréable.

Une dernière, et on s'arrêtera là, mais celle-ci est un exemple hélas peu rare de cette langue de bois verni qui fait florès dans ces burlingues où l'on perd son temps à un fric fou : «*L'environnement de travail qui vous convient le mieux est probablement celui qui vous offre les opportunités de mettre en œuvre votre volonté dans le cadre de plans réalistes.*»

Hé, coach ! quand tu auras fini d'embêter les mouches, tu viendras nous servir le café !

Stéphane

*Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste*

Schengen, la forteresse Europe

DONC, LE CANDIDAT PRÉSIDENT trouve que le président candidat n'a pas fait ce qu'il fallait en ce qui concerne la protection de la France pour empêcher les hordes barbares de déferler sur notre doux pays. Si le second n'a pas pu être Charles Martel, c'est la faute des autres pays européens membres de cet accord de défense frontalière ! Oh les méchants ! Faut-il prendre ces propos au pied de la lettre ? Il s'agit bien sûr d'un discours de préau électoral. Nous savons bien que quelque soit le prochain locataire de l'Élysée, il n'y aura pas de retour en arrière, vers une sortie de Schengen. Nous savons tout aussi bien que la tentation de refermer les failles du dispositif policier est toujours forte et utile politiquement. Il faut toujours garder sous le coude la possibilité de rassurer l'électeur de base. Le *Wall Street Journal* publie le 13 mars un article intitulé « Nicolas Le Pen ». Joli raccourci certes, mais les choses ne sont pas si simples.

Mais que raconte donc le candidat ?

« Les accords de Schengen ne permettent plus de répondre à la gravité de la situation. Ils doivent être révisés. » C'est une bonne nouvelle. Nous savons que la crise a pour une bonne partie son origine dans la crise financière. Donc je pense que les spéculateurs resteront à l'extérieur des frontières. Lecteur, ce n'est pas la peine de ricaner ! L'orateur, agité, a continué en assurant qu'il « faut un gouvernement politique de Schengen comme il y a désormais un gouvernement de la zone euro. Il faut une discipline commune dans les contrôles aux frontières ». Puis-je demander, sans rire, au lecteur de se mettre au garde à vous, le petit doigt sur la couture du pantalon. Au-delà du côté caricatural, s'exprime là un discours qui devrait déplaire aux nationalistes. Il y a l'annonce de l'existence d'un gouvernement économique de fait de la zone euro, non démocratique puisque non élu, et la revendication d'un autre gouvernement, politique cette fois et tout aussi peu élu, étendu à la zone Schengen.

La zone Schengen, qu'est-ce que c'est ?

C'est un accord de libre circulation des biens et des personnes. Il concerne tous les pays de l'Europe continentale, Suisse compris. Les pays d'Europe centrale, de la Tchéquie aux pays de l'ex-Yougoslavie, ont signé l'accord mais ne l'ont pas encore mis en application. Ils ne sont pas encore prêts. Cet accord vise deux buts : permettre aux flux économiques intérieurs à l'Europe, tant des personnes que des marchandises, de circuler sans nécessiter de contrôles douaniers, contrôler l'entrée des mêmes flux mais extérieurs en renforçant lesdits contrôles.



Schengen répond d'abord et avant tout aux besoins de base du capitalisme européen. Il doit étendre son marché des marchandises, comme de la force de travail, aussi largement que possible, tout en se donnant les moyens de lutter contre la concurrence extérieure.

Dans ce contexte-là, il est intéressant de revenir à ce que dit le *Wall Street Journal*, porte-parole du capitalisme débridé. Après avoir rappelé que Nicolas Le Pen avait lié le maintien des avantages sociaux à un contrôle renforcé aux frontières, à une diminution drastique de l'immigration, le journal ajoute que ce dernier fait preuve d'une ignorance économique crasse. « La principale menace provient, dit-il, de l'allongement de la vie des Français et d'un taux de natalité trop bas. Bien que le plus haut d'Europe, il n'est pas suffisant pour atteindre la limite nécessaire au remplacement de la force de travail. Seule l'immigration permettrait de maintenir une force de travail active au niveau nécessaire pour financer la prise en charge des pensions de retraite et l'entretien des personnes dépendantes. La première tâche du gouvernement français est de s'assurer que les immigrants soient correctement assimilés et de créer les conditions dans lesquelles ils pourraient prospérer avec le reste de la société française. » Pour l'auteur de cet article, le candidat président va clairement à l'encontre du capitalisme conquérant.

L'invasion, les frontières et nous

Pour Hervé Le Bras, démographe, « la peur de l'invasion » est grotesque (dans *Libération*). Il avance que partout dans le monde, le taux de natalité est en baisse. Il critique aussi notre vocabulaire. Pour lui, « immigré est passif, immigrant est actif. L'immigré est une chose, l'immigrant un travailleur ». Il ajoute que parler de durcir les conditions d'entrée en Europe constitue le pendant aux discours sur l'identité nationale, ce « terme d'identité nationale est particulièrement pernicieux car il laisse croire qu'il existe un type français différent du type anglais, russe ou algérien. C'est une forme culturelle du racisme biologique ».

Aujourd'hui, Schengen, pour ceux qui résident en Europe, est synonyme d'effacement irréversible des frontières, fin du nationalisme et fin du risque de guerre sur le continent européen. Pour ceux qui nous dirigent, cela symbolise la liberté du renard dans le poulailler. Le slogan « No Border » leur va bien, à nous d'y ajouter celui de « justice sociale » pour les faire reculer. Lutter contre les identitaires c'est aussi lutter avec les immigrants.

Pierre Sommermeyer

Bénéficiaires de la CMU

La double peine

Le profil du CMiste

Ce n'est pas pour nous surprendre, mais la dernière enquête santé protection sociale (ESPS) confirme les résultats des précédentes études qui ont souligné le moins bon état de santé des bénéficiaires de la CMU comparativement au reste de la population. L'étude rappelle avant toute chose le profil des bénéficiaires de la CMU-C. La proportion de bénéficiaires de la CMU-C vivant dans un ménage d'ouvriers non qualifiés est de 30 % contre 9 % dans le reste de la population. Pour les ménages d'employés de commerce, cette proportion est de 16 % contre 4 %. Quant au taux de chômage déclaré, il est de plus de 60 % parmi les bénéficiaires de la CMU-C contre 8,5 % parmi les autres actifs. Les bénéficiaires de la CMU-C sont jeunes, plus de 70 % d'entre eux ont moins de 40 ans (48,5 % parmi les autres enquêtés). Inversement, les personnes âgées de 65 ans et plus sont très peu nombreuses à bénéficier de la CMU-C. En effet, le minimum vieillesse versé aux personnes les plus démunies à partir de 65 ans (ou à 60 ans en cas d'inaptitude au travail) est supérieur au seuil de ressources qui permet de bénéficier de la CMU-C. Il y a également un peu plus de femmes parmi eux (56 % contre 52 %).

Des pathologies surreprésentées

L'étude montre qu'à âge et sexe équivalents, presque tous les grands groupes de pathologies sont surreprésentés chez les bénéficiaires de la CMU-C. Les troubles mentaux, symptômes (douleur, toux, vertige), les maladies de l'appareil digestif, de l'oreille et du système nerveux central sont les groupes de pathologies qui concentrent les plus gros écarts de prévalence entre les deux populations. Il apparaît que les bénéficiaires de la CMU-C déclarent plus de maladies que le reste de la population. Ainsi, sur les trente et une pathologies ou entités pathologiques les plus fréquemment déclarées (par au moins 1 % de la population), vingt-deux sont, à âge et sexe comparables, significativement plus souvent déclarées par les bénéficiaires de la CMU-C que par les autres personnes. Ce n'est pas une surprise, mais les bénéficiaires de la CMU-C déclarent porter moins de lunettes et de prothèses dentaires que le reste de la population. Il s'agit de soins onéreux et peu remboursés par l'Assurance maladie dont les dépassements forfaitaires sont pris en charge au titre de la CMU-C. Le moindre « appareillage » observé pour les bénéficiaires de la CMU-C pourrait s'expliquer par un renoncement aux soins en lien avec le statut précaire et l'histoire



des personnes bénéficiant de la CMU-C, ou être induit par une offre de soins non adaptée, ce qui témoignerait bien de difficultés d'accès malgré la gratuité théorique de ces soins.

Tabagisme et obésité, mamelles de la pauvreté

L'obésité, facteur de risque de diabète et de maladies cardiovasculaires, est beaucoup plus répandue chez les bénéficiaires de la CMU-C. Le pourcentage de personnes présentant une obésité est 1,7 fois plus élevé : 15 % contre 9 %. En revanche, la fréquence du surpoids est comparable dans les deux populations et s'élève à 24 %. Calculée pour les 16 ans et plus dans l'enquête ESPS, l'exposition au tabagisme des bénéficiaires de la CMU-C est également plus grande : à âge et sexe comparables, le taux de fumeurs des bénéficiaires de la CMU-C est 1,6 fois plus élevé que celui du reste de la population.

Alcoolisme : halte aux idées reçues !

Contrairement aux idées reçues mais conformément à d'autres enquêtes, les bénéficiaires de la CMU-C sont deux fois plus nombreux à déclarer ne jamais consommer d'alcool : 44 % contre 22 %. Toutefois, les bénéficiaires de la CMU-C se déclarent plus souvent à risque d'alcoolisation chronique (10 % contre 8 %) et moins souvent à risque ponctuel (18 % contre 27 %). Au total, les personnes interrogées ayant répondu à l'enquête déclarent souffrir plus souvent que les autres de la plupart des maladies, troubles de santé et présentent plus de facteurs de risque. Mais si grâce à la

CMU-C, les bénéficiaires consultent plus souvent le médecin généraliste, ils sont moins nombreux à recourir à un spécialiste quand bien même leur pathologie le nécessiterait. Les dépassements plus fréquemment pratiqués par les spécialistes, comme les tarifs proposés en optique et en soins dentaires, pour les soins hors panier CMU-C, expliquent en partie ce comportement. Ce dernier est également lié à tout un ensemble de facteurs individuels en lien avec la précarité présente et passée.

Allô ? Hippocrate ?

Les résultats de cette étude montrent que les facteurs de risques comme le tabac et l'obésité sont toujours plus fréquents dans la population ayant recours à la CMU-C, de même que les troubles de la sphère psychique, vraisemblablement en lien avec la précarité sociale, économique et professionnelle vécue par ces bénéficiaires. Et on peut dire que ce n'est pas la casse sociale et sanitaire systématique opérée sous le dernier gouvernement qui a arrangé l'état de santé des personnes les plus précaires. Surtout quand ce type de discours amène certains médecins indéliques et mercantiles à tout faire pour éviter de soigner les bénéficiaires de la CMU-C. Ils sont bien loin du serment d'Hippocrate, ces praticiens qui sont pourtant obligés de le signer lorsqu'ils obtiennent leur diplôme !

Patrick Schindler
Groupe Claaaaash
de la Fédération anarchiste

Fais pas ton cinéma !

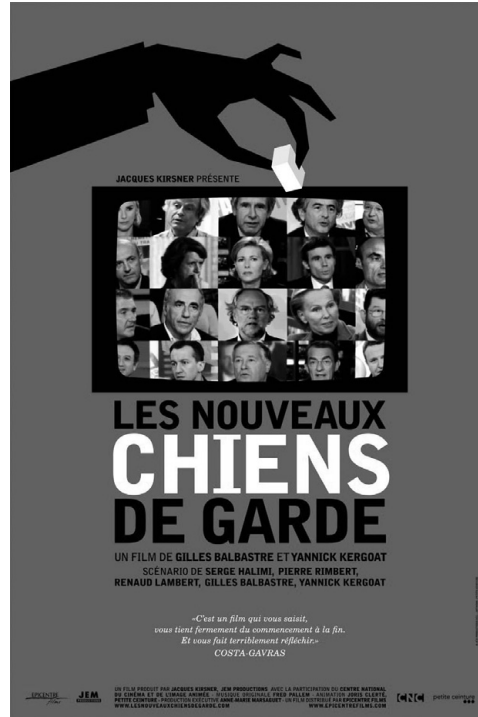
Les chiens de garde

TRISTE CONSTAT! Il fut un temps où les chiens aboyaient quand passait la caravane. Finie, cette époque où la roulotte de leurs maîtres excitait la révolte de la gent canine. Aujourd'hui, le cadavre monte dans la caravane. Il se précipite pour lécher les bottes de son maître et faire le beau et saliver pour recevoir son sucre.

Le documentaire de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat qu'ils ont intitulé, par référence à deux bouquins signés par Paul Nizan (1932) et par Serge Halimi (1997), *Les nouveaux chiens de garde*, raconte les mésaventures de ces journalistes empressés de satisfaire aux caprices de leur patron. Une série de tableaux instructifs nous fait participer, en tant que spectateurs, heureusement, aux turpitudes de cette secte arrogante et puissante, composée de journalistes, d'économistes de bazar, de politiciens et financiers véreux (pléonasmes) et de capitaines d'industrie à «l'intelligence économique» surdéveloppée.

Quand on voit Arnaud Lagardère, rigolard, flatter la croupe d'Elkabach chez Drucker, comment ne pas penser à cette société du spectacle dont parlait Debord? Un spectacle qui ne fait pas rire, car nous faisons lourdement les frais de la mise en scène. Bien sûr les pitreries d'Alain Duhamel s'égosillant à démontrer que la presse, les médias comme on dit, sont libres pour la lumineuse raison que plus de cent «chaînes» (de télé) au lieu d'une seule du temps du général rendent plus «libre» le téléspectateur de disposer d'informations diverses et concurrentes, et de mieux se faire son opinion, on peut rire. Mais le tragique c'est que ce personnage, comme ses complices, martèle chaque jour, sur tous ces fameux «médias», le discours du maître. Le chien Duhamel est bien au chaud dans la caravane.

Autre constat : depuis qu'il est à l'abri dans les palais dorés de ses protecteurs, le chien de garde devient hargneux et prêt à mordre celui qui ne plie pas l'échine. Ainsi voit-on Pujadas sur France 2 s'adresser à un délégué syndical d'une entreprise menacée de fermeture pour l'inviter fermement à faire cesser les «violences» dont les patrons seraient victimes. De



même voit-on Calvi, sur une autre chaîne, se mettre en colère contre un jeune invité issu du monde des banlieues qui refusait de condamner la révolte de ses compatriotes. Le chien ne chante plus contre la caravane. Promu chien de garde, il mord ceux qui chercheraient noise à son patron.

Mais je ne vais pas tout vous raconter. À vous d'aller voir le film et de juger.

Ce qu'on peut cependant souligner, c'est que cette pertinente critique des journalistes repose sur leur attachement sans faille au monde des pouvoirs en place. Cette soumission, cette servilité du dogue ou du caniche bien dressé, non seulement en fait des portes-voix, voire des portes-flingues de leurs supérieurs, mais fait qu'ils s'enrôlent volontairement dans les milices politico-patronales et, ce faisant, en multiplient la force. Leur engagement dans le camp des «dominants», dirait Bourdieu, en fait des ennemis de la justice d'autant plus pervers qu'ils déploient tout leur arsenal de décervelage et d'abêtissement de la société.

Le combat pour recréer un monde journalistique honnête qui semble être proposé dans ce film ne peut pas se limiter aux médias. Il est, sans aucun doute, étroitement lié à la bataille globale contre l'organisation capitaliste du monde. Et, si l'on regarde le moment présent, celui de la propagande sinistre pour la fête de la «souveraineté populaire» du mois de mai 2012, le rôle de ces chiens de garde est particulièrement néfaste. Car leur pitance est en jeu. Il faut conduire la foule habilement décervelée par leurs soins à l'abattoir vota-

toire. Il leur faut un chef. Sinon, qui garder, quoi manger? Alors, ils battent le tambour. Allez choisir, comme nous, un maître, ancien ou nouveau, peu importe. Pour nous, la gamelle est toujours fournie. Quant à vous, peuple souverain, contentez-vous des restes. Et surtout, n'incommodez pas, par vos criaileries, ceux qui, généreusement, nous offrent pitance. De toute façon, ne vous faites pas de mouron. Comme dit l'autre, si les élections devaient changer quoi que ce soit, il y a fort longtemps qu'elles seraient interdites. Nos candidats, anciens ou futurs précepteurs, sont tous d'accord pour faire du bon capitalisme. Dur ou mou, mais «capital». Vous avez vu en Grèce, cet automne. Quand les politiques, ces «strawmen» (hommes de paille), comme dirait Bourdieu, ont voulu interroger le populo par référendum, avec risque de mordre les mollets du capital, on les a fait rentrer dans leurs tanières, ces révoltés hellènes qui aujourd'hui crèvent de faim. Rassurez-vous. Nous n'aurons pas à parler de «chaos», comme Libé, à l'époque. Rien ne changera. Nous n'écrirons pas, comme notre collègue, chien de garde au Monde: «Imagine-t-on un peuple accepter unanimement une purge aussi violente et dire que chez les peuples mécontents l'exercice de la souveraineté populaire est la pire des choses?»

À peine de renoncer à être, à être soi, à être homme, à être journaliste, il faut faire face. Celui qui se révolte, dit Camus, est celui qui se retourne, se dresse et fait face. C'est bien dans ce face à face avec ce qui l'entoure, ce d'où il sort, la société, que l'individu se construit. C'est dans ce milieu ou il baigne qu'il développe sa propre capacité d'agir, exerce sa volonté personnelle, prend la mesure de sa force, exerce son esprit critique. C'est dans ce face à face, ce va et vient permanent qu'il apprendra à maîtriser les outils nécessaires à la compréhension de la société qu'il affronte, de son propre rôle dans les conflits qui agitent ce monde, et pour celui qui se refuse à n'être qu'un chien de garde, de son métier de journaliste.

Archibald Zurvan

Agenda

Vendredi 23 mars

Saint-Denis (93)

19h30. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Docu-Club, projection à prix libre. *L'enfant marchandise*: Grace, 16 ans, dans l'enfer du trottoir, film de Hubert Dubois (France 2007 – 54'). Nombreuses sont ces adolescentes nigérianes qui doivent tapiner pour payer la dette de leur voyage. En présence de Magali Fabre, chargée de projet ECPATFrance. Ecpat est une ONG qui lutte dans le monde entier contre l'exploitation sexuelle des enfants. Au local de la Dionyversité, 4, place Paul Langevin à Saint-Denis. Métro ligne 13, Station Basilique-de-Saint-Denis.

Paris XI^e

19h30. Sébastien (collégien) et Milan (lycéen, animateur de Radio LAP sur Radio libertaire) viendront discuter avec vous de l'oppression sociale des enfants, autour de ce livre qu'ils ont lu et aimé: *Paracuellos*, de Carlos Gimenez. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Samedi 24 mars

Nantes (44)

Manifestation pour l'arrêt immédiat du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Trois cortèges pour rentrer dans la ville. Au Nord: Tracteurs, vélos: RV 12 heures Esplanade du Cardo; Piétons: RV 12h30 rond point de Rennes. À l'Est: Tracteurs, vélos: RV 12 heures à la Haluchère; Piétons: RV 12h30 rond point de Paris. Au Sud: Tracteurs, vélos, piétons: RV 12 heures à Pirmil. Manifestation dans le centre ville, départ: 13h30 Place du Pont Morand (près de la préfecture). Occupation place du cirque à partir de 15 heures. Rejoignez le cortège de la Fédération anarchiste!

Paris XI^e

16h30. Viendront à ce débat: Jean-Pierre Levaray pour *Tue ton patron*,

saison 2 (éditions Libertalia) et *C'est quoi ce travail!* (éditions Chant d'orties, et Erik pour l'album BD *Tue ton patron*). À La Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 25 mars

Saint-Marcellin (38)

19h30. Dans le cadre du Salon du livre Résistance(s), le groupe La Rue rûle de la Fédération anarchiste, en partenariat avec le Collectif associatif de Saint-Marcellin et la Confédération paysanne de l'Isère vous invite à une projection du film *Tous au Larzac*. Le film sera suivi d'un débat avec deux militants de l'époque, retraités de la Confédération paysanne. Cinéma le Méliès. PAF: 4 euros. Contact: laruerale@no-log.org/http://vercors-libertaire.blogspot.fr

Mardi 27 mars

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: «Le nucléaire». Quatrième rencontre-débat: «Sortir de la société nucléaire. Liens entre le nucléaire et le capitalisme.» Propositions pour sortir du nucléaire, se réappropriier les choix énergétiques, confronter besoins réels et moyens de production par l'autogestion et le fédéralisme libertaire. Présentation par deux militants de la Fédération anarchiste, Guillaume Leturgie (Criirad) et Serge Aumeunier. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 29 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra, à la Bibliothèque sociale, Evelyn Mesquida et Serge Utgé Royo pour l'ouvrage *La Nueve, ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Cherche-

Midi, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dinatoire, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquierolles.

Samedi 31 mars

Rouen (76)

14h30. Vidéo-débat (avec la participation du DAL) autour du film de Christophe Coello *Squat, la ville est à nous*. Entrée libre. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Saint-Gobain (02)

20 heures. En prélude au Festival Bobines rebelles du lendemain, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste, l'association Gaïa et le collectif Anti-OGM de Picardie vous invitent à la projection de *Small is beautiful* d'Agnès Fouilleux et au débat qui suivra. Table de presse. Buvette. Entrée à prix libre. Cinéma l'Ermitage, 6, rue Simon.

Dimanche 1^{er} avril

Saint-Gobain (02)

Deuxième édition du Festival du documentaire politique et social Bobines Rebelles au cinéma l'Ermitage, 6, rue Simon. 9 films et 5 débats autour des thèmes de la mondialisation de l'agriculture, de l'anarchisme en actes et de la critique des médias, ainsi qu'un clin d'œil aux cinquante ans de l'Union pacifiste. Projection en avant deuxième mondiale, du dernier film de Pierre Carles *Juppé, DSK, Hollande, etc.* en présence de Julien Brygo co-réalisateur du film. Participeront également au Festival, Bernard Baissat (réalisateur), Pierre Rimbart (journaliste au *Monde Diplomatique*) et des représentants d'alternatives en actes.

COMMENT DIFFUSER LE MONDE LIBERTAIRE GRATUIT ?

Si vous souhaitez devenir diffuseur de ce Monde libertaire gratuit, à parution hebdomadaire, il vous suffit d'indiquer les quantités souhaitées à: administration-ml@federation-anarchiste.org et ce sera avec plaisir que nous vous enverrons les journaux à l'adresse que vous indiquerez (50 exemplaires minimum par commande).

QUI SOMMES-NOUS ?

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation. Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : le Monde libertaire hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus; l'égalité sociale, économique et politique; la liberté de création; la justice; l'éducation libertaire et permanente; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion); la démocratie directe; une économie tournée vers la satisfaction des besoins; l'abolition du salariat; l'écologie; la libre union des individus ou des populations; la liberté d'expression; la libre circulation des individus. Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Le Monde libertaire en kiosque cette semaine



Pour trouver un point de vente,
rendez-vous sur www.trouverlapresse.com

LE MONDE LIBERTAIRE

Chaque semaine, 24 pages d'informations, d'analyses et de points de vue libertaires chez vous...
c'est possible !

Abonnez-vous !

Offre (re)découverte
4 mois, 16 n^{os} pour 20 € seulement

Soutenez la presse libre et anarchiste !

Toutes nos formules d'abonnement sont consultables sur www.monde-libertaire.fr

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris) – Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 – EDRB.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.